

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Intitulé du marché : Prestations de service de suivi vétérinaire

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique

N° du marché :

2026007DFAPGSE

Service technique référent de l'Université Paris Cité

Plateforme ANIMA75

Référents : Isabelle LE PARCO et Chrystophe FERREIRA

TABLE DES MATIERES

1. <u>INFORMATIONS ADMINISTRATIVES</u>	4
2. <u>DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU MARCHÉ</u>	5
2.1. Objet et nature du marché	5
2.2. Forme du marché	5
2.3. Décomposition du marché	5
2.3.1. Allotissement	5
2.3.2. Tranche optionnelle	5
2.3.3. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	5
3. <u>DOCUMENTS CONTRACTUELS</u>	6
4. <u>DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION</u>	6
4.1. Durée du marché	6
4.2. Délais d'exécution	7
4.3. Prolongation des délais d'exécution	7
5. <u>DESCRIPTION DES PRESTATIONS</u>	7
6. <u>Représentation du titulaire</u>	7
7. <u>Développement durable</u>	7
7.1 dispositions générales	7
7.2 Gestion des déchets	7
8. <u>CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</u>	8
8.1. Passation de commande	8
8.1.1. Emission des bons de commande	8
8.1.2. Notification des bons de commande	9
8.1.3. Lieu et horaires d'exécution des prestations	9
8.2. Sous-traitance	9
8.3. Obligations de confidentialité	9
9. <u>CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</u>	9
10. <u>PRIX, VARIATION DES PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT</u>	10
10.1. Forme et contenu du prix	10
10.2. Variation du prix	10
10.3. Condition de facturation et modalités de règlement	11
10.3.1. Facturation	11
10.3.2. Facturation dématérialisée	11

10.3.3.	Modalités de paiement	12
10.3.4.	Cession ou nantissement de créances	13
10.3.5.	Avance	13
10.3.6.	Acomptes	13
11.	<u>PÉNALITÉS</u>	13
11.1.	Pénalités de retard	14
12.	<u>ASSURANCE ET ATTESTATIONS</u>	15
13.	<u>FOURNITURE DES PIÈCES PRÉVUES PAR L'ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL</u>	15
14.	<u>MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE</u>	15
14.1.	Modification portant sur la situation juridique ou économique du titulaire :	16
14.2.	Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire	16
15.	<u>EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES</u>	16
16.	<u>RÉSILIATION</u>	17
16.1.	Résiliation du marché	17
16.2.	Conséquences de la résiliation du marché	18
17.	<u>DROIT APPLICABLE ET VOIES DE RECOURS</u>	18
18.	<u>DÉROGATIONS AU CCAG-FCS</u>	18

1. INFORMATIONS ADMINISTRATIVES

Acheteur :

Université Paris Cité
85 boulevard Saint-Germain
75006 Paris

Représentant de l'acheteur
Monsieur Edouard KAMINSKI, en qualité de Président de l'Université Paris Cité

En cours d'exécution la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du code de la commande publique.

M. Julien PERICHON
Directeur du pôle achats
85 boulevard Saint-germain
75006 Paris
Courriel : achats.dfa@u-paris.fr

Comptable assignataire :

Monsieur José MORALES
Agent Comptable de l'Université Paris Cité
5 rue Thomas MANN
75013 Paris
Tél : 01 76 53 18 01

2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU MARCHÉ

2.1. *Objet et nature du marché*

Le présent marché a pour objet la prestation de service de suivi vétérinaire pour certains sites d'animalerie (appelé « établissement utilisateur » ou « EU ») de l'Université Paris Cité réunis dans la coordination ANIMA75. Ces EU hébergent des rongeurs (rats et souris), des poissons zèbres et des xénopes, transgéniques ou non.

Il s'agit d'un marché de services au sens de l'article L1111-4 du code de la commande publique.

Lieu d'exécution des prestations :

Les lieux concernés par ce marché sont les sites d'animalerie appartenant à l'Université Paris Cité.

A titre indicatif les 13 sites actuellement concernés sont les suivants : Buffon, Cochin, CRI, HEGP, IPNP, IRSL, Lariboisière, LVTS, Odontologie, Robert Debré, Campus Saint Germain, Villemin et Necker (antennes LEAT et Imagine) (voir annexe 3 CCTP).

De nouveaux sites, pourront être ajoutés en cours d'exécution par l'Université sans que le titulaire ne puisse s'y opposer, dès lors que ceux-ci se situent à Paris ou sa petite couronne.

2.2. *Forme du marché*

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande en application des articles L2125-1 1°, R2162-2 alinéa 2, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique, passé selon la procédure de l'appel d'offre ouvert.

Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 250 000 € HT pour la durée totale du marché, conformément à l'article R.2162-4 du code de la commande publique.

L'accord-cadre ne confère pas d'exclusivité de commande au titulaire sur l'U07. L'U07 de ce marché fait donc l'objet d'une levée d'exclusivité.

2.3. *Décomposition du marché*

2.3.1. *Allotissement*

Le présent marché constitue un marché unique en application des articles R2113-3 du code de la commande publique car les prestations sont indissociables et interdépendantes.

2.3.2. *Tranche optionnelle*

Le présent marché ne comporte pas de tranche optionnelle.

2.3.3. *Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)*

Le présent marché ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles
2026007DFAPGSE

3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents de marché et correspondances y étant relatives sont rédigées en français.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS et en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- L'acte d'engagement (ATTRI1), daté et signé par le titulaire du marché et représentant légal de l'acheteur ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire (Cadre de Réponse Technique) ;
- L'offre financière (Bordereau de prix unitaire (BPU)) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause portée dans les tarifs ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives est réputée non écrite.

Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG-FCS, bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché.

Il peut cependant y accéder via le lien suivant :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

Tous les textes législatifs et/ou réglementaires ainsi que toutes les normes françaises et européennes en vigueur sont applicables. La signature de l'acte d'engagement vaut connaissance pleine et entière de l'ensemble des pièces constitutives du marché par le titulaire.

4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

4.1. Durée du marché

Le présent marché est conclu jusqu'au 1^{er} janvier 2027 à compter de sa notification.

Il est renouvelable par tacite reconduction et pourra être reconduit (3) fois par périodes de (12) mois, sans que sa durée ne puisse excéder 4 ans et sans que le titulaire ne puisse émettre une quelconque opposition, conformément à l'article R2112-4 du code de la commande publique.

En cas de non reconduction l'acheteur en avertit le titulaire par décision expresse, dans un délai de trois mois avant l'arrivée à échéance de la période en cours.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part de l'acheteur.

4.2. Délais d'exécution

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution de l'accord-cadre part de la date de sa notification émis par l'acheteur.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre conformément aux dispositions de l'article R2162-5 du code de la commande publique.

En cas de non-respect par le titulaire de ces délais d'exécution, les pénalités fixées à l'article 11 du présent Cahier des clauses administratives particulières peuvent être appliquées.

4.3. Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

L'ensemble des prestations sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

6. Représentation du titulaire

Conformément à l'article 3.4 du CCAG FCS, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

7. Développement durable

7.1 dispositions générales

Conformément à l'article 7 du CCAG FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

7.2 Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

8. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

8.1. Passation de commande

8.1.1. Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par bons de commande émis par l'acheteur, sur la base des tarifs fixés dans le bordereau de prix unitaires du marché.

Un bon de commande prévisionnel sera effectué pour chaque prestation (de l'UO1 à l'UO6) par l'Université pour la première année jusqu'au 1^{er} janvier 2027 puis pour chaque année calendaire. Un ordre de service sera ensuite émis par mail à la survenance des besoins (ou par document partagé/planning de réunions établi) par les représentants de l'université. Celui-ci précisera le contenu précis de la prestation demandé, son lieu d'exécution si présentiel, ses délais, les coordonnées de la personne à contacter pour l'exécution de la prestation etc.

La facturation se fera ensuite mensuellement en fonction des prestations réalisées et le paiement se fera après service fait et après validation des services de l'université.

Ces bons de commande prévisionnels sont signés par le représentant habilité à engager les dépenses de l'établissement et adressés au titulaire.

Chaque bon de commande doit comporter les indications suivantes :

- La référence du présent accord-cadre ;
- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- Le nom du service émetteur de l'acheteur ;
- Le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- La désignation (contenu) et la quantité prévisionnelle des prestations commandées ; les quantités prévisionnelles sont prévisionnelles et ne constituent pas un engagement de commande de la part de l'université. Les ordres de service constituent quant à eux un engagement de la part de l'université.
- Le montant du bon de commande qui fera référence au bordereau des prix unitaires ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- La signature de la personne habilitée.

8.1.2. Notification des bons de commande

Les bons de commande issus de SIFAC sont notifiés par courriel, conformément à l'article 3.7 du CCAG-FCS. Ils sont exécutoires à compter de leur date de notification attestée par l'accusé de réception (courriel).

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement qui a seule qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

8.1.3. Lieu et horaires d'exécution des prestations

Les lieux et horaires d'exécution sont précisés dans le CCTP.

8.2. Sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter, tout ou partie des prestations dont il est chargé d'assurer l'exécution sans autorisation écrite de l'administration contractante, sous peine de résiliation du marché de plein droit, et aux exclusifs du titulaire.

Toute exécution d'une partie des prestations par un sous-traitant ne pourra commencer qu'après la notification de l'agrément de sous-traitance DC4 au titulaire.

Le titulaire doit produire, avec son offre, la liste des sous-traitants, en indiquant leur qualification professionnelle, la nature des prestations qui leur sont confiées, le montant et les modalités de paiement.

Après la notification d'approbation du marché, le titulaire ne pourra modifier la liste des sous-traitants que sur justification et autorisation de l'acheteur.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, doit indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt, ainsi que les prestations et le montant pour lequel la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

8.3. Obligations de confidentialité

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (incluant la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

9. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives conformément aux articles 27 et 28 du CCAG FCS, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

La réception n'est définitive qu'après l'achèvement complet des vérifications en quantité et qualité.

Les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les services en cause.

10. PRIX, VARIATION DES PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

10.1. Forme et contenu du prix

Le marché est conclu à prix unitaires. La monnaie de compte du marché est l'Euro. Le prix libellé en Euro doit rester inchangé en cas de variation de change.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance et au transport jusqu'au lieu d'exécution des prestations, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, du CCAG FCS ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prestations doivent être réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

10.2. Variation du prix

Le prix est ferme jusqu'au 31 décembre 2026, et est révisable au 1^{er} janvier de chaque année et n'interviendra qu'à la demande expresse du prestataire, formulée par lettre recommandée avec avis de réception au maximum deux mois avant la date d'échéance annuelle, soit avant le 31 octobre de chaque année.

Seules les prestations récurrentes peuvent faire l'objet d'une révision de prix.

En dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG FCS, le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix peuvent être révisés, à la hausse comme à la baisse, au 1^{er} janvier de chaque année selon les modalités proposées par le titulaire du marché.

Dans le cas où le titulaire ne signalerait pas de révision des prix ou de manière trop tardive au regard des stipulations du présent CCAP, les prix du marché doivent être identiques à ceux pratiqués l'année écoulée avant la reconduction du marché.

– *Clause de butoir*

L'évolution du prix de règlement est limitée à une augmentation de 8% maximum tous les ans.

– *Clause de sauvegarde*

Par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, l'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité le présent marché si l'augmentation annuelle des prix nets est supérieure à 5 %.

10.3. Condition de facturation et modalités de règlement

10.3.1. Facturation

Conformément aux dispositions de l'article 11.3 et 11.7 du CCAG FCS, le titulaire transmet mensuellement ses demandes de paiement (règlement partiel définitif ou solde) après livraison et décision d'admission des prestations par l'acheteur.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation de factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs en un original, sur lesquelles doivent figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- L'intitulé et le numéro du marché ainsi que le numéro du bon de commande ;
- La date de délivrance et le numéro de la facture ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Sa domiciliation bancaire ;
- Le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- La mention exacte de la prestation concernée ;
- La période d'exécution des prestations ;
- Le montant de la prestation exécutée, en HT et en TTC ;
- Le taux et le montant de la TVA en vigueur.
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- L'application de l'actualisation ou de la révision de prix ;
- Les pénalités éventuelles.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il adresse au titulaire une facture rectificative.

10.3.2. Facturation dématérialisée

Le titulaire adresse ses factures par voie électronique, conformément aux articles L2192-1 et suivants du code de la commande publique rendant obligatoire la facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs.

A cette fin, une solution gratuite et sécurisée, CHORUS PRO, est mise à disposition pour la transmission des factures sous forme dématérialisée. Un document « Information chorus fournisseurs » est joint au Dossier de consultation des entreprises (DCE) aux fins d'information sur la procédure.

Le code service à utiliser est :
Factures_BDC

Afin de pouvoir déposer ses factures sur le portail, le titulaire devra obligatoirement disposer d'un numéro de bon de commande à 10 chiffres commençant par 45.
Ce numéro est fourni que par le responsable financier qui engagera l'ordre de dépense

2026007DFAPGSE

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

L'acheteur se libère des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire.

Seules les prestations effectivement réalisées donnent droit à paiement pour le titulaire.

L'absence d'une des mentions obligatoires permettant l'identification certaine de la prestation entraîne le renvoi de la facture en recommandé avec accusé de réception et suspension du délai de paiement.

En application des articles R2192-27 à R2192-29 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par l'acheteur.

Pour les acheteurs dotés d'un comptable public, cette interruption ne peut intervenir qu'avant l'ordonnancement de la dépense ;

A compter de la réception de la totalité des pièces et mentions prévues à l'article R. 2192-27, un nouveau délai de paiement est ouvert. Ce délai est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de l'interruption si ce solde est supérieur à trente jours.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer l'acheteur.

L'acheteur pourra rectifier le montant des factures en intégrant notamment les pénalités prévues à l'article 11 du présent CCAP.

10.3.3. Modalités de paiement

Le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture par le service facturier, sous réserve de sa conformité aux stipulations énoncées ci-dessus, à la réalisation de la prestation. Il est de 30 jours maximum à compter de la réception de la demande de paiement et après service fait.

Le défaut de paiement dans le délai prévu par les articles L2192-10 et R2192-10 du Code de la commande publique, fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement (pour la partie du marché pouvant être sous traitée). Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de refinancement appliqué par la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Une indemnité forfaitaire de 40 euros est également versée de plein droit en cas de dépassement du délai prévu ci-dessus.

Le titulaire doit avertir sans délai l'acheteur de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile soit par mail à l'adresse suivante achats.dfa@u-paris.fr soit par courrier à l'adresse suivante :

10.3.4. Cession ou nantissement de créances

Dans le cadre du présent marché, les créances peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-62 du code de la commande publique.

10.3.5. Avance

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées aux articles R. 2191-3 et R. 2391-1.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant cumulé des prestations exécutées atteint 65% du montant HT des prestations du marché.

Conformément aux dispositions de l'article R2191-9 du code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

10.3.6. Acomptes

Tout versement d'acompte s'effectue dans le cadre des articles L2191-4, R2191-20 et R2191-21 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2391-17 du code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée en tenant compte des caractéristiques et de la durée du marché. Elle est fixée au maximum à six mois.

Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R. 2351-12, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

11. PÉNALITÉS

L'acheteur invite par écrit le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours à réception de l'information de pénalité. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, la nature de l'inexécution ou de la mauvaise exécution des prestations ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le fait n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

11.1. Pénalités de retard

Lorsque le délai d'exécution indiqué à l'article 4.2 est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, une pénalité forfaitaire calculée selon la formule suivante :

$$P = V * R / 1\ 000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base du bon de commande, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard

R = le nombre de jours calendaires de retard.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG FCS le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

En dérogation de l'article 14.1.3 CCAG FCS le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

11.2 Pénalités pour retard ou absence de réponse suite à l'envoi d'une commande ou d'une demande de devis

Il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 10 euros au-delà de cinq (5) jours ouvrés sans réponse.

11.3 Pénalités pour travail dissimulé

Si les titulaires ne s'acquittent pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par le fait de dissimuler une activité ou un emploi salarié, l'Université applique une pénalité qui ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5.

11.4 Pénalités pour erreurs de facturation

Le titulaire encourt l'application de pénalités en cas d'erreur d'adressage des factures. Le caractère répétitif de l'erreur est apprécié par les pouvoirs adjudicateurs après plusieurs réclamations adressées par tout moyen (mail ou courrier) au titulaire. Le montant de la pénalité est de 20 € en cas de mauvais adressage de la facture. Ces montants se cumulent éventuellement avec l'application d'autres pénalités.

À ce titre, il est précisé, que le titulaire est le seul cocontractant de l'administration. S'il décide de recourir à la sous-traitance pour les livraisons, la maintenance ou ses facturations, il est seul responsable des relations avec son sous-traitant. Il ne peut se prévaloir d'une erreur ou d'une défaillance de son sous-traitant pour échapper à l'application des pénalités.

12. ASSURANCE ET ATTESTATIONS

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

13. FOURNITURE DES PIÈCES PRÉVUES PAR L'ARTICLE D 8222-5 DU CODE DU TRAVAIL

Conformément à l'article D.8222-5 du Code du travail, et en application des articles R2143-3 et R2143-6 du code de la commande publique, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ;
- l'un des documents mentionnés à l'article D 8222-5-2° du Code du travail lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 du Code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 16 du présent CCAP.

Pour plus de simplicité, l'acheteur met à disposition du ou des candidat(s) retenu(s), un accès à la plateforme E-attestation. Cet accès lui permettra de déposer les documents exigés en toute sécurité.

14. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE

De façon générale le titulaire est tenu de notifier sans délai, à l'acheteur, toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

14.1. Modification portant sur la situation juridique ou économique du titulaire :

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

14.2. Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'acheteur.

Le titulaire doit en informer l'acheteur dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion ou l'absorption de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales (en application de l'article L2141-2 du code de la commande publique) ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner prévues aux dispositions de du même article ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;
- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par l'acheteur fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché public au nouveau titulaire.

15. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de défaillance fautive du titulaire, ou d'impossibilité pour lui de répondre temporairement aux clauses du marché, l'acheteur se réserve le droit de faire exécuter sa commande par un

autre prestataire, aux frais et risques du titulaire, si cette interruption porte atteinte au bon fonctionnement des prestations.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer les prestations qui lui sont commandées dans le respect des clauses du présent marché, il doit en aviser immédiatement l'acheteur et soumettre à son appréciation les justifications présentant un caractère de Force majeure.

Si le titulaire ne s'y conforme pas ou si les justifications fournies ne sont pas jugées suffisantes par l'acheteur, il peut en résulter, suivant le cas et à l'appréciation du représentant de l'acheteur, l'application de mesures figurant au chapitre 7 du CCAG-FCS.

16. RÉSILIATION

Il est fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 du CCAG-FCS, avec les précisions suivantes :

16.1. Résiliation du marché

Résiliation du marché par l'acheteur :

Elle peut intervenir à tout moment, pour un motif d'intérêt général, mettant ainsi fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, cette résiliation ne donne pas droit à indemnisation du titulaire pour le préjudice subi.

Résiliation en cas de sauvegarde, redressement ou de liquidation judiciaire :

Le marché peut dans ce cas être résilié dans les conditions prévues à l'article L.622.13 du Code de commerce en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire comme prévu à l'article 39.2 du CCAG-FCS.

Résiliation pour difficulté d'exécution du marché :

Le marché pourra être résilié lorsque des difficultés d'exécution rencontrées par le titulaire ou un fait ayant le caractère de la force majeure empêchent le titulaire d'exécuter la prestation (article 40.1 du CCAG-FCS).

Résiliation pour faute du titulaire

Il est fait application de l'article 41 du CCAG FCS.

Résiliation pour inexactitude des documents fournis :

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-1 et L2141-4 1° et 3° du code de la commande publique concernant les interdictions de soumissionner et des articles 2 et 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail, il pourra être fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. Elle précise dans sa décision de résiliation si elle fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues aux frais et risques du titulaire.

Le recours à l'exécution aux frais et risques du titulaire ne se fera qu'en cas de résiliation pour faute du titulaire, dans le cas d'une inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa

nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou ordre de service.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à ne céder à aucune société, quel qu'en soit l'objet et notamment les sociétés de location financière, le présent marché. Aucune cession unilatérale du marché par le titulaire n'est acceptée, même tacitement et sans considération de délai par le groupement. Ce dernier pourra résilier purement et simplement le marché, à tout moment et sans indemnité ni frais, sans préavis ni accord du titulaire, en cas de non-respect par ce dernier de la présente stipulation.

16.2. Conséquences de la résiliation du marché

La notification de la décision de résiliation du marché emporte résiliation immédiate sauf si cette décision prévoit une date d'effet ultérieure.

17. DROIT APPLICABLE ET VOIES DE RECOURS

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Toute difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent marché public qui ne pourrait être résolue à l'amiable est soumise au tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75181 Paris Cedex 04. E-mail : greffe.ta.paris@juradm.fr Tél. 01 44 59 44 00.

Pour la saisine des instances de médiation et de conciliation, et outre la possibilité d'un recours hiérarchique adressé à Monsieur le Président de l'Université Paris Cité, le titulaire pourra saisir, avant tout recours contentieux :

- 1) Le comité interrégional consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Paris, dont les coordonnées sont les suivantes : Préfecture de la région Île-de-France - Préfecture de Paris : 5, rue Leblanc 75911 Paris cedex 15 - Tél. : 01.82.52.42.67 ou 01.82.52.40.00 - Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr.
- 2) Le médiateur des entreprises : la saisine s'opère via l'application prévue sur le site du Ministère de l'Economie et des Finances : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

18. DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Article AE CCP	Article CCAG FCS	Objet de la dérogation
3	4.1	Ordre de priorité des pièces
10.2	38	Clause de sauvegarde (résiliation du marché sans indemnité)
10.2	10.2.4	Prix du marché
11.1	14.1.3	Exonération des pénalités
16.1	42	Absence d'indemnité pour les résiliations pour motif d'intérêt général